



# LE CERCLE DE LA LICRA

## Lancement du cycle de conférences « Penser l'après Charlie »

---

### Réfléchir ensemble pour construire l'avenir



Conférence du 13 avril 2015 à la Maison de l'Amérique latine autour d'un débat d'experts  
De g. à dr. Gilles CLAVREUL, Jacques TARNERO, Lucile SCHMID, Philippe VAL, Nicolas TENZER, Philippe SCHMIDT, Virginie MARTIN, Aziz SENNI, Maire-Nadine PRAGER, Margie BRUNA

---

Après le choc et la stupeur causés par les trois attaques terroristes de janvier, après l'émotion et le sentiment d'unité nationale qui s'est exprimé vigoureusement lors des marches républicaines qui ont rassemblé plus de 4 millions de personnes dans toute la France, nos concitoyens cherchent à comprendre.

Comme tout événement traumatique, les attentats ont créé une rupture qui nécessite de reconstruire du sens et une intelligibilité commune et partagée. C'est pour permettre ce temps de la réflexion que le Cercle de la Licra a décidé d'organiser un cycle spécial de six tables rondes avec différents acteurs de la société civile. Les conférences ont commencé les 2 et 13 avril 2015 autour d'intellectuels et d'experts.

Petit aperçu des moments forts qui ont rythmé ces tables rondes et des enjeux qui ont été soulevés.

---

Conférence du 2 avril 2015 à l'ENS Ulm  
autour d'un débat d'intellectuels  
De g. à dr. Emmanuel DEBONO, Ghaleb BENCHEIKH, Cynthia FLEURY, Alain SEKSIG, Guillaume KLOSSA, Fabrice d'ALMEIDA, Elisabeth ROUDINESCO, Emmanuel LAURENTIN, Nathalie HEINICH



## La Licra combat, le Cercle débat

Martine Benayoun,  
Présidente du Cercle

On a été Charlie, il est désormais nécessaire de penser l'après Charlie.

C'est un enjeu majeur de mobiliser autour de cette réflexion tant pour le Cercle, qui ambitionne de faire vivre et cultiver le débat, que pour l'ensemble de la société, comme l'a très justement rappelé le directeur de l'ENS Ulm, Marc Mézard. L'émotion a rassemblé les foules, mais les entreprises de réflexion autour des événements ont été bien moins mobilisatrices ce qui témoigne du difficile passage du temps de l'émotion à celui de la production réflexive. Ce constat



liminaire n'est pas non plus sans interroger la place de l'engagement dans notre société.

Marc Mézard, directeur de  
l'ENS Ulm



## Le poids des mots

Un des questionnements récurrents lors des deux conférences a été la volonté de bien nommer les choses selon une « logique de clarification » comme l'a rappelé Gilles Clavreul, délégué interministériel à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme (DILCRA).



Cynthia Fleury,  
philosophe

Pour Cynthia Fleury il y a eu une démission des mots autour de questions essentielles comme le terrorisme, comment nommer l'ennemi, la question du fait religieux ainsi que la laïcité. A son sens, des avertissements ont été lancés depuis de nombreuses années, mais ils n'ont pas été entendus ou on n'a pas souhaité les entendre. Elle incite donc avec force à reprendre en main les mots à une époque de « désubstantialisation » du langage où les termes sont vidés de leur sens, où à bien des égards la communication a pris le pas sur la complexité et le questionnement des concepts et des notions. Se réapproprier les mots devient alors un acte d'engagement, étape nécessaire et salutaire pour permettre une mise en application d'un courage de l'action.

Le « comment nommer » a également été au cœur de la deuxième table-ronde, montrant combien un travail autour de cette question est crucial. Lucile Schmid, vice-présidente de la Fondation de l'Écologie politique, a clairement posé la question « qu'appelle-t-on l'événement Charlie ? » De quoi Charlie est-il le nom ? Comme l'a rappelé Virginie Martin, politologue, le sentiment d'unanimité qui a suivi les attentats n'a pas été partagé par toute la France. L'idée d'une France une et indivisible relève de la mythologie républicaine et ne doit pas empêcher de penser l'existence d'autres attitudes et d'autres voix. D'ailleurs Aziz Senni, entrepreneur, a porté un regard particulièrement critique sur un slogan comme « Je suis Charlie » qu'il estime être un slogan « prêt-à-penser ». Jacques Tarnero et Philippe Val ont, quant à eux, pointé des lacunes dans la manière dont ont été désignés les attentats. Le premier a notamment souligné la longue attente avant que l'attaque à l'HyperCacher ne soit explicitement désignée comme un attentat antisémite. Quant au second, il estime que la seule dénomination des auteurs des tueries comme des « terroristes » est insuffisante et il lui semble primordial de bien parler de « terroristes islamistes ».

## La défense de la République

A travers la violence des attentats, ce sont les valeurs de la République et la République elle-même qui ont été atteintes. Il est donc nécessaire de réfléchir à ce que représente la République et à sa notion même. Pour le journaliste Emmanuel Laurentin, qui s'appuie sur une approche plus historique prenant donc en compte le temps long, la République a toujours été fragile, elle a depuis longtemps « combattu et a été combattue ». Recherchant les causes et les explications possibles de ce qu'il s'est passé en janvier, il insiste sur trois axes de réflexion : le spectre postcolonial pour appréhender les attentats, l'appréhension de la violence politique telle qu'elle a pu se développer dans les années 1970-80 et ce que cette violence a à voir avec celle des terroristes et enfin, le resurgissement de la religion.



Guillaume Klossa, Président-fondateur  
du think tank EuropaNova

Pour Guillaume Klossa, les causes sont à chercher dans un manque de discours fédérateur, cohérent et mobilisateur de la République. Les valeurs fondamentales héritées des Lumières, au premier rang desquelles les libertés d'expression et de conscience, sont questionnées. On assiste, selon lui, à une dissolution des sociétés où les repères traditionnellement reconnus volent en éclats et dans lesquelles on recherche de nouvelles identifications et de nouveaux repères structurants.

## Expliquer n'est pas justifier

Philippe Val et Jacques Tarnero rejettent toute explication en termes de causes sociales, estimant que la relégation qu'elle soit économique, territoriale et/ou sociale ne peut être un

facteur explicatif des attentats. Philippe Val a notamment développé une vive critique contre le « sociologisme » qu'il identifie à une « pensée totalitaire molle » qui aurait diffusé l'idée que l'individu n'est pas responsable mais que c'est la société qui l'est. A son sens, ce mécanisme a péché par une logique d'excuse qui a « abouti [à trouver] un bouc-émissaire, bien souvent les juifs ». Dans cette optique, il considère que le « jihadisme a prospéré sur l'ignorance qu'on a eu de son évolution » et qu'il est alimenté par l'essor de l'islam politique qui produit une « idéologie mutante du nazisme ». Gilles Clavreul s'est lui aussi plutôt inscrit dans cette analyse, distinguant les « causes explicatives » des attentats des « facteurs de fragilité de la société française ». Pour lui, les causes des attentats relèvent de décisions individuelles et collectives de l'ordre de l'idéologie, de l'entraînement et des moyens militaires. Les facteurs de fragilité, eux, peuvent effectivement renvoyer à la relégation sociale mais le préfet estime que ces facteurs n'ont « pas de rapport avec les attentats ». Face à cette interprétation, Aziz Senni, qui est un acteur de terrain, ne réduit pas les facteurs explicatifs à la pauvreté et aux conditions sociales mais il estime que ces causes ne sauraient être mises de côté. A son sens, « les radicaux travaillent sur le désespoir ».

## **Penser l'Autre et son inclusion dans la communauté nationale**

Dans une société qui a changé, les politiques mais aussi nombre d'acteurs de la société civile doivent également prendre en considération ces évolutions. A cet égard, de nombreuses interrogations ont émergé autour de la question de la laïcité et du multiculturalisme français. Après un combat entre politique et religieux remporté au XXe siècle par le politique et où l'Etat a été un des principaux opérateurs de sortie de la religion, on assiste à un retour du religieux qui vient « heurter l'autonomie individuelle » (M-N Prager).

Face aux enjeux que représente ce retour du religieux, notamment envers la conception de la laïcité française, de nombreux intervenants ont prôné un travail urgent de réflexion autour de l'islam en France/de France.

Ghaleb Bencheikh, islamologue

Ghaleb Bencheikh a plaidé avec force pour une « nécessaire refondation de la pensée théologique » afin de « sortir des enfermements doctrinaux ». Dans son discours, très critique, il regrette « la défaite de la pensée », « l'abdication de la raison » et « la démission de l'esprit » face à ces questionnements. Lucile Schmid insiste quant à elle non seulement sur la maîtrise de la langue mais également et surtout sur une formation pour favoriser l'adéquation des contenus des prêches aux valeurs françaises.



La question du religieux dans la société interroge aussi la laïcité telle qu'elle est appréhendée en France. Mais la laïcité fait l'objet de conceptions divergentes entre une « laïcité radicale de combat pensée par des intellectuels » (A. Senni) et une laïcité englobante. Sur cette question, le constat dressé par Alain Seksig, qui avait pris part à la Commission Stasi et qui avait été le

relais des conclusions et recommandations du rapport Obin en 2004 sur les atteintes au principe de laïcité dans les établissements scolaires, est sombre. Il estime que ces atteintes se multiplient et mettent en danger le pacte républicain. L'enjeu derrière ce débat autour de la laïcité est bien la manière de penser l'Autre. Comme l'a rappelé Margie Bruna, « l'être humain a du mal à penser [...] l'altérité ». Ce qui est fondamentalement en jeu dans les attitudes racistes, antisémites, antirépublicaines, anti libertaires c'est qu'elles mettent au défi la République et ses citoyens de penser le collectif. Citant Georg Simmel, Margie Bruna insiste sur la nécessité de penser « l'acteur tiers » et d'intégrer une « multiplicité d'autres » au sein d'une laïcité qu'elle nomme « intelligente » et qu'on pourrait désigner sous le vocable de laïcité inclusive.

Le vivre ensemble a également été pris pour cible lors des attaques. Nombre de musulmans de France ont demandé à ce que ne soient pas confondus islam et terrorisme, craignant de voir se développer des actes et propos islamophobes suite aux violences commises au nom de l'islam. Bien que les propos racistes, antisémites et xénophobes soient réprimés juridiquement en France par la loi Gayssot, l'attaque commise à l'HyperCacher contre des Français en raison de leur appartenance au judaïsme a également réveillé de vieux démons et a accentué la peur de l'antisémitisme parmi les communautés juives de France.

Nathalie Heinich, Sociologue



Nathalie Heinich est revenue sur cette question de l'antisémitisme. L'antisémitisme étant un phénomène historique très ancien, elle s'est interrogée sur la pertinence d'une analyse de l'antisémitisme comme continuité avec le passé ou au contraire sur la perspective de la discontinuité en s'intéressant donc à ce qui fait rupture. Si les thèmes et représentations de l'antisémitisme sont récurrents et apparaissent invariables (complot, meurtre rituel, ploutocratie...), la « judéophobie » actuelle est nouvelle en ce que les contextes, tant international que national, dans lesquels elle se développe sont nouveaux. Néanmoins, à son sens et rejoignant en cela les recherches de Nonna Mayer, on est dans une ère de régression de l'acceptabilité du discours antisémite, dans les imaginaires collectifs comme dans les faits. Les « poches de régression antisémites » sont désormais plus visibles mais c'est parce qu'elles sont désormais perçues comme illégitimes et donc de plus en plus stigmatisées.

## **Le manque de courage ou le réveil nécessaire de la société civile**

Un des constats le plus partagé par les invités concerne le « manque de courage ». Philippe Val a notamment évoqué ce manque de courage dès les procès engagés contre Charlie Hebdo pour avoir publié les caricatures de Mahomet. Pour lui, l'absence de solidarité à l'époque n'est pas sans lien avec les attentats de janvier.

Ce manque de courage a également été pointé avec force par Philippe Schmidt qui a entre autre dénoncé « la lâcheté des politiques ». Lucile Schmid, Marie-Nadine Prager et Virginie Martin ont également porté un regard critique sur le comportement de la classe politique dans son ensemble. Soumise à des calculs électoralistes, elle cultive le jeu politique au détriment

du fond, elle est friande de petites phrases et de slogans, au risque de perdre de vue l'importance des contenus et de l'éthique. Les politiques ne « peuvent plus rester de surplomb » pour Lucile Schmid et il est, à ses yeux, urgent « d'oser penser un avenir politique » pour sortir des « affrontements de posture ».

Nicolas Tenzer a pour sa part déploré le fait que les marches de janvier se soient arrêtées « au seuil de l'universel ». Pour lui, très peu de solidarités se sont exprimées envers ceux qui mourraient ailleurs dans le monde pour la liberté.

« Les autres pays [ont] dit « je suis Charlie », mais beaucoup [n'ont pas compris] que nous – et d'autres – ne partageons que mollement leurs indignations quand ils sont à leur tour touchés ».

Il est donc urgent à son sens de mieux et de plus défendre la cause des droits de l'homme à l'international. Comme il le dit avec force « nous devons restaurer notre considération du monde et de l'Europe, sauf à tourner en vase clos dans le marais national. Derrière cela, c'est toute notre posture internationale et celle de l'Europe qui est en cause. Cette conversion est urgente, mais qui la propose ? ».



Nicolas Tenzer,  
directeur de la revue *Le Banquet*

L'objet de ces rencontres, organisées par le Cercle de la Licra, a été de questionner les enjeux de « l'après Charlie ». Les deux conférences inaugurales ont permis de poser les cadres généraux du débat. Le Cercle, comme tout think tank, se situe par essence au carrefour du politique et de l'intellectuel, mais il est aussi au cœur de l'action quotidienne en s'inscrivant dans une double dynamique de lisibilité et de complexité en impulsant des débats et en recueillant diverses propositions d'action concrètes à mettre en œuvre. C'est pourquoi les conférences donneront lieu à des notes d'orientation rédigées par les intervenants dans lesquelles ils développeront leurs analyses ainsi que les propositions qui leur semblent essentielles à mettre en œuvre pour penser un avenir plus serein.

### **Les prochaines actualités du Cercle**

#### **Suite des conférences sur « Penser l'après Charlie » :**

- « Penser l'après Charlie » avec les humoristes - Juin
- « Penser l'après Charlie » avec les écrivains - Juin
- « Penser l'après Charlie » avec les représentants des communautés religieuses et philosophiques - Septembre
- « Penser l'après-Charlie » avec les acteurs du monde économique et social - Septembre

Les informations concernant les dates, les lieux et les invités seront communiquées dans une prochaine newsletter.